

Les 28 et 29 novembre 2002, la Commission permanente de Coopération universitaire au Développement (C.U.D.) du Conseil Interuniversitaire de la Communauté française de Belgique a organisé, au Palais d'Egmont à Bruxelles, ses premières Rencontres Internationales, sur le thème suivant : « Universités du Nord – Universités du Sud : partager l'expérience pour consolider l'avenir ».

L'objectif de ces journées était de mieux faire connaître les orientations stratégiques définies par les universités francophones de Belgique en vue de construire avec leurs homologues du sud un savoir commun pour le développement : des promoteurs belges, des partenaires du Sud, d'anciens étudiants belges et étrangers ont témoigné respectivement de leur expérience et des implications de leur formation sur leur vie professionnelle. Les exposés ont illustré la créativité de la communauté universitaire dans le domaine du développement.

Le colloque a aussi donné la parole à d'autres organismes actifs dans la coopération universitaire au développement : le Commissariat Général aux Relations Internationales de la Communauté française de Belgique, l'Agence Universitaire de la Francophonie, l'UNESCO et l'Union européenne ont été invités à faire part de leur approche.

Enfin, le colloque a pu bénéficier de la présence du Secrétariat d'Etat chargé de la Coopération au Développement du Royaume de Belgique, M. Eddy BOUTMANS, qui a clôturé les travaux par une intervention remarquable relative à la synergie qu'il y a lieu de promouvoir entre les divers acteurs du développement.

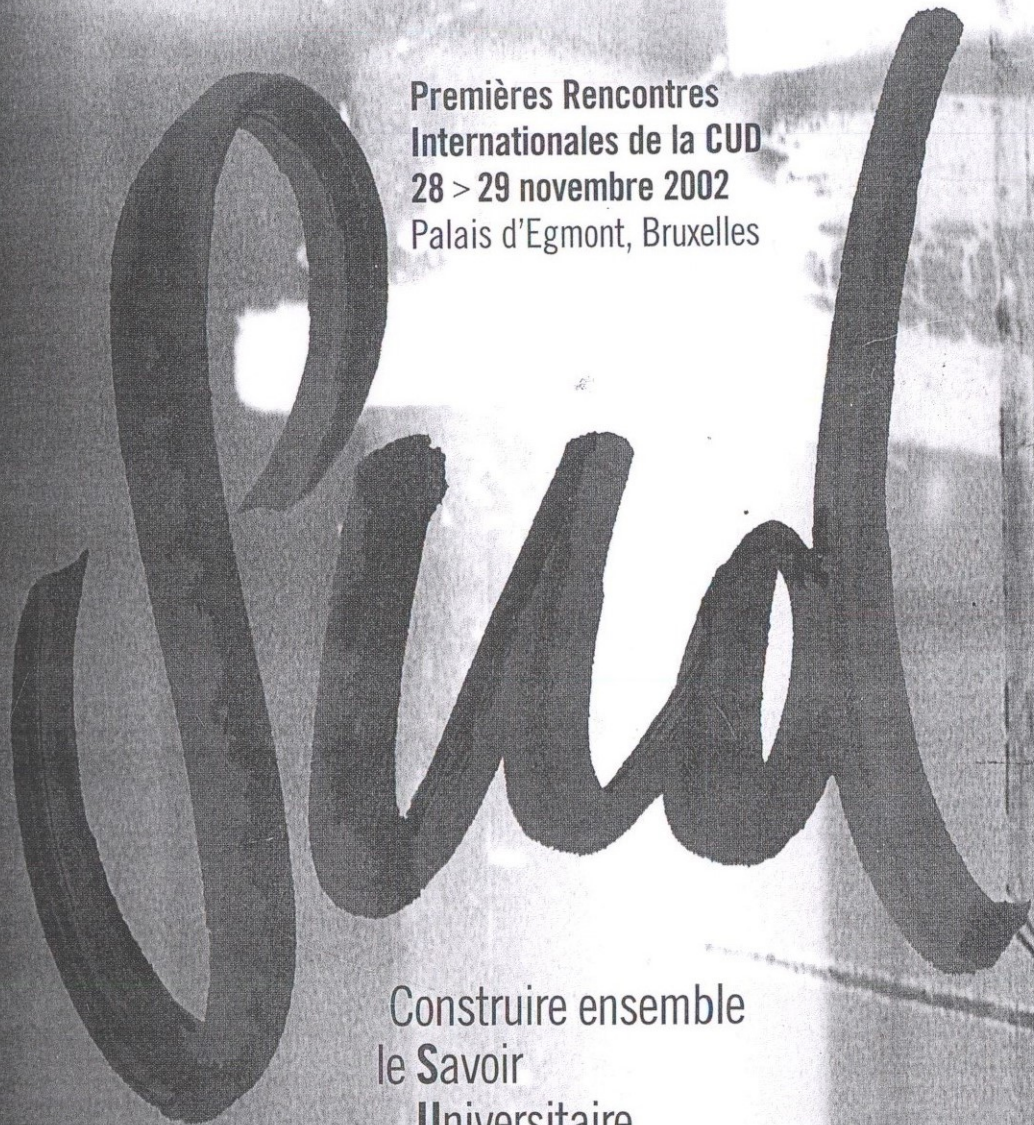
A l'unanimité de leurs participants, ces rencontres ont connu un important succès. Non seulement, les exposés ont permis de mieux faire connaître la grande variété des interventions de la C.U.D., mais aussi, la rencontre des partenaires et des différents acteurs de la coopération au développement a permis des échanges de vues animés et captivants.

C'est pourquoi il a paru utile de publier, non seulement les exposés des orateurs, mais aussi une synthèse des discussions. S'il est vrai que l'écrit ne permet pas de refléter pleinement l'enthousiasme qui a transpiré tout au long des travaux, il nous semble légitime de retranscrire les éléments-clés qui ont guidé les discussions, afin que celles-ci puissent orienter les réflexions et initiatives qui seront prises par la C.U.D., ou – pourquoi pas – par d'autres acteurs du développement, à l'avenir.

Pour toutes informations concernant cette manifestation
Fanny BERNARD Secrétaire de la C.U.D. 72-74, rue de Namur 1000 Bruxelles
bernard.cud@skynet.be — www.ciuf.cfwb.be

ISBN 2-900957-47-5 - Dépôt légal D/2003/5358/4 - Design by Mandragore

Premières Rencontres
Internationales de la CUD
28 > 29 novembre 2002
Palais d'Egmont, Bruxelles



Construire ensemble
le **Savoir**
Universitaire
pour le **Développement**



ACTES DU COLLOQUE

3. Les bourses de voyages d'études

Cette composante du programme d'Actions Nord est destinée à soutenir les projets d'étudiants de deuxième ou troisième cycle qui désirent accomplir un séjour d'étude sur le terrain d'un pays en développement, généralement dans le cadre d'un travail de fin d'études ou de doctorat. Priorité est toutefois donnée aux étudiants de second cycle lorsque le nombre de demandes excède le nombre de subsides disponibles. Ces subsides couvrent les frais de voyage aérien sur base d'un tarif APEX, ainsi que les frais de séjour de l'étudiant sur base d'un système de per diem plafonné à une période de deux mois.

Les critères de sélection des bénéficiaires précisent qu'un étudiant doit avoir obtenu au moins un grade de distinction lors de l'année précédant celle du voyage d'études projeté.

L'objectif de cette action est de permettre à des étudiants, belges pour la plupart, de faire une expérience de terrain qui devrait leur permettre de mieux connaître le contexte dans lequel se posent les problèmes qui les intéressent et d'accumuler des données de première main sur ceux-ci. L'espoir est qu'un voyage d'études, qui sert souvent de première expérience pour un jeune intéressé par les problèmes des pays en développement, puisse être le prélude à un engagement durable susceptible de favoriser des actions de développement et de coopération plus efficaces à long terme.

« LUTTE ACADÉMIQUE : MODE D'EMPLOI » CRISE DES UNIVERSITÉS AFRICAINES OU IMPASSE DU MODE DE PRODUCTION DES ÉLITES DANS LES POST-COLONIES FRANCOPHONES

PROF. MARC PONCELET, PÔLE SUD, ULG¹

Crise des systèmes scolaires africains ou épuisement d'un mode de production des élites ?

La crise actuelle des systèmes d'éducation africains met en outre en lumière une « rupture du consensus post-colonial et une décomposition des logiques familiales et communautaires favorables à la scolarisation comme investissement intergénérationnel. Dans le contexte actuel de sous-emploi plus ou moins grave, les diplômés connaissent une dévaluation, le déchet scolaire est énorme et la chance de trouver un emploi est limitée. Cependant la demande scolaire ne cesse de croître et « l'école demeure souvent la dernière chance (...). L'école est devenue une instance de différenciation sociale, d'exclusion et de frustration » (Ph. Hugon 1994, p. 264-265).

Depuis plus de vingt ans, de nombreux auteurs se sont attachés à la crise des systèmes éducatifs en Afrique sub-saharienne². A ces critiques récurrentes ont fait écho des remises en question pédagogiques ou économiques et, plus loin, de fortes questions adressées à l'ensemble des fonctions (économiques, culturelles, sociales et politiques) des institutions scolaires (Th. Assié Lumumba N'dri 1993). Les priorités des bailleurs de fonds ont été largement réorientées vers les cycles primaires et technico-professionnels, si faibles soient ces derniers. Depuis le sévère constat d'Hugon mis en exergue, des réformes plus ou moins profondes ont été adoptées et souvent évitées : les effectifs universitaires n'ont cessé de croître. Ils ont doublé dans maints pays.

Des études menées dans les années 90 en Afrique de l'Ouest francophone avaient mis en lumière des phénomènes de déscolarisation traduisant, dans la demande d'éducation des familles, l'évidence d'une improductivité concrète de l'école (E. Gérard 1997). Ainsi, dans le cas du Mali, l'image du diplômé, celle de l'infortune, voire celle de la marginalité en vinrent à équivaloir. Diplômé rimait avec chômeur. C'est que les remèdes censés ajuster les économies africaines et surtout leurs

économies publiques ont fortement fragilisé les institutions universitaires confrontées à une demande à l'entrée qui restait rapidement croissante. Dans le cas extrême du Congo démocratique, enregistrant dès avant la guerre une « désinstitutionnalisation » du secteur moderne, on découvrit, à l'opposé d'une déscolarisation quantifiable, une forme exacerbée « d'acharnement scolaire » dans le chef des familles appelées pourtant à prendre en charge l'ensemble des coûts scolaires. Les universités communautaires naquirent par dizaines dans les années 90, sur une base religieuse ou ethno-régionale, distribuant quelques honoraires aux professeurs de l'Université officielle devenus « ambulants », voire « mercenaires ». La recherche y disparut presque entièrement. Au Bénin, pour lequel Hugon établit un lourd diagnostic de crise globale de l'ensemble du système éducatif, l'institution universitaire, qui subit diverses restrictions, ne fut pas l'institution publique la plus malmenée par les politiques d'ajustement.

Malgré quelques pannes et années blanches, dont la récente « refondation » autoritaire à Ouagadougou, les universités publiques résistèrent, survécurent. Au Bénin, où un quart des effectifs restent soutenus par l'Etat (bourses ou aides), une réforme de décentralisation récente a vu en outre la création d'une nouvelle institution universitaire dans le nord du pays. En RDC, l'arrivée de Kabila au pouvoir enraya la prolifération des institutions communautaires sans rétablir un réel financement des institutions publiques. Malgré l'absence de données quantitatives robustes quant à l'accès à l'emploi, la plupart des indicateurs laissent entrevoir dans la plupart des pays francophones un fort taux de non activité des diplômés, des emplois souvent acquis au prix d'une déqualification importante et un malaise collectif des étudiants et diplômés.

En contraste avec l'image de « l'étudiant miséreux », peu réaliste mais entretenue par les intéressés eux-mêmes, ce sont des figures de la jeunesse bien différentes qui sont apparues au-devant de la scène urbaine africaine : nouveaux riches issus des « affaires » multiples, opérateurs des zones les plus sombres de l'informel, PDG de nouvelles entreprises, leaders religieux, chefs de guerre, démarcheurs en tous genres, voire enfants soldats et Bena lunda en RDC (Ph. De Bœck 2000 ; Tshikala K. Biaya 2000). Cette émergence dans l'espace public d'une jeunesse en rupture avec les anciens modes de promotion et d'accès à l'autorité et aux ressources ne pouvait qu'aggraver le désespoir des « étudiants-lutteurs »... héritiers malheureux, élite promise disent-ils eux-mêmes... à la souffrance.

Notre hypothèse est que la situation actuelle, la crise de l'institution scolaire et du marché de l'emploi des lettrés, ainsi que le profond malaise des étudiants et diplômés, loin d'être un accident de la conjoncture scolaire et économique, un désajustement pédagogique ou le seul résultat d'un pilotage défectueux des systèmes éducatifs, exprime une recomposition de la post-colonie, recomposition qui rend trompeur l'usage du mot crise (A. Mbembe 2000). L'invocation des « moyens insuffisants » est désormais incapable de rendre compte principalement de la réalité que, par commodité, nous qualifions de crise.

Le fait que les contenus pédagogiques et les méthodes, ou plus largement le modèle institutionnel universitaire, puissent être dénoncés comme inadaptés et « mimétiques » et l'évidence que cette crise manifeste les limites d'un mode de modernisation, ne nous interdisent pas de considérer, à la différence des critiques du mimétisme, que l'université africaine comme institution multidimensionnelle est dans une certaine mesure « parfaitement africanisée ». Sur fond d'informalisation des économies, de recomposition du politique dans des espaces hétérogènes manifestant l'échec des ajustements structurels et des leçons de gouvernance, le développement exubérant des associations et des ONG (M. Poncelet et G. Pirotte 2002) n'amortit pas vraiment la régression socio-économique des classes moyennes.

La crise des institutions scolaires et la tragédie des diplômés prennent un sens particulier dans un contexte que les quelques traits suivants qualifieront dans un premier temps.

- Montée en puissance d'élites non scolaires et interférences de vecteurs peu légitimes aux yeux de la culture scolaire, universitaire et scientifique : violence, croyances religieuses, argent. Ebranlement du pouvoir de la Lettre.
- Inégalités croissantes entre étudiants, entre universités mais surtout entre filières, entre diplômés et déchéance sociale rapide d'une fraction importante des diplômés. Tous ces facteurs traduisent la fin du mythe d'une intelligentsia nationale homogène et solidaire, d'une classe identifiée à la modernité. Ces inégalités ne sont plus seulement spontanées mais institutionnalisées par la privatisation (RDC surtout) et, ailleurs, par la concentration des facteurs d'excellence dans quelques institutions cumulant grand nombre de boursiers, origines sociales favorisées des étudiants, taux d'encadrement et de réussite

très élevés, contrôle des entrées par concours, via des critères d'âges et d'autonomie financière et qui, de surcroît, bénéficient le plus souvent de coopérations étrangères et d'inscription dans des réseaux internationaux.

- Nouveaux rapports entre ces élites potentielles et les Etats dont témoignent la métamorphose du « Temple du savoir » en « Université-arène » (*F. Baele 2001*), la généralisation d'une représentation de la fonction publique comme instrumentale et mise au service de projets personnels, le développement d'une « société civile » fournissant indirectement ou directement ressources et accès à l'autorité sociale (*M. Poncelet 2002*).
- La redéfinition des rapports entre ces élites sociales et la société domestique ou privée via l'élaboration progressive de nouveaux rapports familiaux, de genre et générationnels mettant en évidence une individualisation croissante des orientations de comportement et les tentatives de renégocier, voire de contractualiser, les termes de la séniorité et de la dette communautaire (*A. Marie et alii 1997 ; Vimard 1997 ; Locoh 1995*).

Une génération, trois terrains, une recherche socio-anthropologique

Cette intervention est fondée sur les recherches en appui à la politique de coopération internationale (RAP/Actions Nord) de la C.U.D./C.I.U.F. menées en 2000-2002 par les équipes de Pierre Petit (ULB-ULg), de P. J. Laurent (UCL) et de M. Poncelet (ULg). Ces recherches de terrain communément appelées Ethnocampus I et II avaient pour objectifs :

- de décrire et d'analyser les logiques, stratégies et représentations des étudiants universitaires des campus de Cotonou, Lubumbashi et Ouagadougou (2000-2001) ;
- de décrire les trajectoires sociales et professionnelles des diplômés de 1998 de ces mêmes campus (2001-2002).

Pour des raisons de coût et de faisabilité, les recherches menées sur les trois campus grâce à la compréhension et la complicité des autorités académiques qui ont rendu cette recherche possible ne visaient pas à donner une image strictement quantifiée des effectifs et flux, mais à saisir des logiques d'action, des représentations sociales et les stratégies des étudiants et diplômés récents. Plutôt que d'insister sur les vertus de la représentativité statistique (ici illusoire sans moyens beaucoup plus considérables), nous avons d'abord procédé à des entretiens exploratoires auprès d'étudiants et de témoins privilégiés (responsables académiques, associatifs, syndicaux et étudiants). Des centaines de documents

locaux ont été collectés et examinés. Ceci permit de construire trois grilles d'entretiens comparables comportant des questions semi ouvertes et ouvertes (Ethnocampus I). Les entretiens ont été réalisés en divers endroits, sous anonymat garanti, et enregistrés. Nous avons réalisé de quarante à cinquante entretiens approfondis d'étudiants sur chaque site. Les répondants ont été sélectionnés à partir d'échantillons raisonnés (sans garantie de représentativité statistique stricte), composés pour traduire les distributions de la population par sexe, origines socio-géographiques, filières d'étude et types d'établissements. L'investigation portant sur les diplômés (Ethnocampus II) a mobilisé la même démarche, mais une enquête par questionnaires portant sur une centaine d'individus a précédé sur chaque site les entretiens approfondis.

La comparaison s'est révélée riche. Le moment est largement partagé et un mouvement identique bien présent partout à des degrés divers. Pour autant, des contrastes se sont révélés stimulant entre le Burkina — massivement rural et largement soutenu par l'aide internationale —, le Bénin, « Etat entrepôt », démocratie « confirmée », économie dynamique très ouverte au commerce international, et le Katanga, aujourd'hui radicalement désindustrialisé et appauvri, qui reste néanmoins hanté par le souvenir d'une économie industrielle hier pourvoyeuse de l'immense majorité des emplois et structurant un modèle social paternaliste central pour l'ensemble de la société katangaïse.

« Nous sommes ici, c'est la lutte académique »³

La lutte. S'il est un mot exceptionnellement fréquent dans les récits recueillis auprès des étudiants et diplômés, c'est bien le mot « lutte », terme renvoyant dans un premier temps à la « galère » et à l'inconfort dont le paroxysme est atteint dans les amphithéâtres et les logements universitaires.

Dans des sociétés dites pauvres et qui restent partiellement non alphabétisées⁴, on s'étonna dans un premier temps que des jeunes privilégiés (sinon par leur statut familial, à tout le moins par leur position présente dans le système scolaire) traduisent leur existence de la sorte, en décrivant une lutte permanente, un combat dont la dureté des conditions et des règles du jeu est encore aggravée par le caractère incertain de l'issue. Ce mot s'est révélé être d'une richesse sémantique extraordinaire, renvoyant à bien plus qu'à une nécessité de justifier les privilèges d'une éducation supérieure par une pauvreté relative, temporaire et bohème.

Partout, les étudiants se présentent comme des victimes : « le peuple c'est nous » s'écrie un géographe béninois inscrit dans un DESS soutenu par une importante coopération belge et internationale.

Le premier haut lieu de la lutte est le concours du Baccalauréat ou, dans une mesure moindre, du Diplôme d'Etat (RDC), qui fonctionne comme instance de retardement des cohortes et comme instance de différenciation des trajectoires universitaires. L'âge auquel on décroche le « Bac » est déterminant pour l'orientation et l'octroi de la bourse (inexistantes en RDC). Il l'est encore pour accéder aux facultés ou instituts cumulant les avantages de l'origine sociale, des recrutements sur concours, des taux d'encadrement, des bourses nombreuses, des contenus prestigieux et des coopérations internationales (Sciences de la santé et Sciences à Ouagadougou, Sciences de la Santé, Agronomie et dans une moindre mesure Commerce, Administration et Sciences appliquées à Cotonou).

Le second haut lieu de lutte est constitué des premières années en « Chine populaire » (premières années en faculté « classique » : Lettres, Sciences, Droit-Economie). C'est ensuite la « queue » lors des inscriptions, les retards qui affectent le début de l'année académique et la recherche quotidienne d'une chaise libre dans l'amphi, le combat pour le logement qui mobilise les parents et endette les jeunes financièrement et moralement. Dans d'autres cas, c'est « l'engin », la moto, qu'il faut acheter ou louer. La lutte se poursuit au fil des épreuves, dans le « bûchage » (apprentissage par cœur des notes dictées par les profs et patiemment retranscrites dans des cahiers), les retards de versement des subsides lorsqu'on en dispose, les examens et les corrections décrits comme le lieu de l'arbitraire et du hasard. Bref, la lutte est incessante et suscite « d'immenses fatigues ». Pour les rescapés de « Chine populaire », l'épreuve du mémoire, dernière épreuve initiatique proprement scolaire, était hier une cérémonie de cooptation et la première étape d'une vie de cadre assurée. Elle constitue aujourd'hui une instance de sélection (licence ou maîtrise) ou de retardement pour une majorité. Mais les rites de soutenance et de collation des grades n'annoncent aujourd'hui qu'une poursuite du combat pour l'accès aux ressources, afin que le diplôme puisse acquérir véritablement un sens pour soi et pour les autres proches. Car le diplôme ne rend plus *ipso facto* « grand », il ne garantit même plus le minimum vital à son détenteur.

La référence à la lutte exprime bien sûr et immédiatement les restrictions de bourse ou son absence, la chute du pouvoir d'achat de beaucoup de familles urbaines censées incarner la classe moyenne moderne, bref la crise dans ce qu'elle a de plus commun. Mais la lutte est aussi tendue par l'angoisse d'une voie hier « royale » mais aujourd'hui incertaine, par l'horizon d'une succession impossible, d'un héritage tronqué. La lutte apparaît d'autant plus âpre qu'elle est inégale entre étudiants et diplômés selon leurs origines sociales (« chacun sait que les enfants de nos chefs n'étudient pas ici »), selon leurs filières et selon le fait d'avoir ou non conquis le titre de maîtrise après la soutenance d'un mémoire. Elle est d'autant plus redoutable que l'arbitre, l'institution publique et l'université publique en particulier, n'apparaît plus, aux yeux des étudiants, comme entièrement capable d'imposer sans faille des règles générales : passe-droits, népotisme, privilèges sexuels, examens truqués, questions divulguées, exclusions politiques ou ethniques, vente de bonnes notes, etc., portent l'incessante rumeur, rumeur alimentée par la lutte quotidienne et ses avatars : l'échec, la concurrence objective, le manque de communication, l'opacité administrative etc.

Cette rumeur est importante quelle que soit sa vérité, elle met sur la piste d'une représentation inédite de l'institution universitaire, représentation en rupture avec celle qui prévalait jusqu'il y a peu de temps. Cette transmutation du « Temple du savoir » en « université-arène » suscite partout le trouble. Des filles socialement favorisées du fait de leur sur-sélection en amont sont suspectées de « monnayer » leur réussite, les professeurs deviennent des concurrents dans le champ du savoir et de l'expertise au sein des arcanes des « sociétés civiles ». Tandis que les campus sont dénoncés comme lieux de débauche et d'anomie, voire des lieux de prédilection de la sorcellerie malfaisante — à tout le moins des lieux dangereux —, les lieux de culte sont bondés et les dieux mobilisés en permanence par des prières certes collectives mais surtout individuelles. Chacun y cherche des assurances personnelles, la force et la chance de vaincre, d'émerger dans la lutte universitaire. Si l'idiome de la sorcellerie exprime la face cachée de la parenté érigée en institution sociale cardinale, la dérégulation sorcière d'aujourd'hui et l'extraordinaire effervescence religieuse censée la contenir témoignent des assauts que subit cette institution ainsi que son code : la séniorité. Des privilégiés, et d'autant plus qu'ils souffrent, peuvent-ils avoir de pires ennemis que les proches, les oncles et tantes, les demi-frères et cousins jaloux de leurs dons, de leur réussite, de leur

courage... L'une des inquiétudes les plus taraudantes touche précisément aux rapports familiaux. Il faut porter haut le nom de ceux qui vous soutiennent et il faudra surtout en temps voulu mettre en mouvement le renversement des liens de dépendance dont on a bénéficié pour que suivent les « petits frères et sœurs ». Seule cette « solidarité en retour » autorisera une relative émancipation à travers la cohabitation et, pour les plus chanceux (des médecins souvent), le mariage rapide après les études.

Pour atteindre cette consécration sociale et matrimoniale tout autant qu'amoureuse, et d'autant plus que l'on est un intellectuel, il faudra aussi être capable de produire des ressources suffisantes et régulières. C'est ce renversement des termes de la dépendance ou de la « dette communautaire », renversement tant souhaité par les aspirants au statut d'adulte (*Marie et alii 1997*), qui est aujourd'hui compromis et suppose toutes sortes d'accommodements aux pratiques dotales assez mal vécus et qui mine plus généralement la quête d'autonomie. Alors que les moyennes des échantillons de diplômés tournent autour de trente ans, seule une petite minorité est mariée !

La lutte des filles, si socialement privilégiées soient-elles souvent, met en scène, de manière dramatisée, le conflit latent entre les fonctions professionnelles et les fonctions matrimoniales et maternelles. Ne dit-on pas que les maîtrisardes ne trouvent jamais mari ? Ne s'inquiète-t-on pas dans les familles de ces études qui durent (souvent entre 7 et 10 ans), exposent et épuisent les filles et compromettent leur capacité reproductive et leur moralité ?

La lutte est donc aussi bien une lutte pour conquérir un diplôme en mobilisant tous les capitaux pertinents, « à tout prix », qu'une lutte pour justifier le choix d'étudier et pour faire la démonstration aux proches qu'ils ne se sont pas trompés en déposant sur vous leurs espoirs et leurs ambitions ou parfois leur avenir. La lutte se poursuit donc à la suite de la conquête du titre.

Insertion professionnelle ou construction d'un statut social

Cette recherche socio-anthropologique n'était donc pas limitée à la notion d'insertion professionnelle (trouver ou non un emploi de tel ou tel type en fonction de variables scolaires, sociales ou personnelles). Notre ambition était de saisir la construction sociale d'une génération menacée et portée par un héritage aussi impérieux que

périlleux. Il lui faut succéder aux devanciers (aux pères et aux pairs de la génération de « l'État providence », aux premiers intellectuels nationaux), il faut rentabiliser l'investissement familial qui, le plus souvent, soutient le jeune durant de longues années. Or, le contexte actuel est marqué par la fermeture plus ou moins totale de l'accès à la fonction publique (ajustement structurel), un déclin socio-économique global de la classe moyenne urbaine, donc souvent des parents, une informalisation croissante des économies qui marginalise ces compétences certifiées ou les dévalue. Tandis que la fonction publique congolaise est livrée à elle-même, c'est-à-dire à ses employés non rémunérés, et dépourvue de budgets, tandis que les embauches publiques ont été quasiment arrêtées au Bénin durant près de dix ans, seule l'administration burkinabè engage encore de manière significative, mais une minorité d'universitaires seulement.

Si, en Europe, les statistiques relatives à l'insertion professionnelle rendent mal compte des ressorts concrets des cheminements des individus et des groupes, que dire de sociétés récemment libéralisées, des sociétés au demeurant dépourvues de toutes formes de marché compétitif de l'emploi et d'institutions d'appui et de suivi.

Il est rapidement apparu que la conquête du diplôme et la quête d'un emploi (ou d'une position signalant l'emploi dans les faits pour des majorités des « Activités génératrices de Revenus ») s'inscrivaient dans un complexe d'enjeux de transition irréductible au seul niveau professionnel. La notion de trajectoire s'est donc imposée plutôt que celle d'insertion professionnelle. Parmi les dimensions d'une transition sociale en péril, on retiendra principalement les quatre conjonctures suivantes :

- Diplômes et/ou emplois dignes du titre universitaire (emploi de cadre stable) s'inscrivent comme événements et comme signes dans la conquête d'une excellence culturelle et lettrée (symbolique mais pas seulement, car autorisant hier l'accès aux pouvoirs institués). B. Rubbers évoque à propos du diplôme au Congo « un ascenseur social garanti et une sorte de titre de gentilhommerie au regard duquel l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale, celle des diplômés chômeurs », s'apparenterait pour beaucoup à une véritable « anomalie sociologique » (*Rubbers et Petit 2002, p. 5 ; Kasongo N'goy Makita 1989*).
- Titres universitaires et emplois de cadres sont les éléments indispensables non seulement à toute revendication légitime de participation au monde politique

ou à l'espace politique, mais plus largement à toute forme de représentation (leadership régional, politique au sens strict, ethnique, associatif, etc.), voire à toute forme de prise de parole publique.

- Diplômes et emplois de cadres interviennent comme éléments essentiels du renversement indispensable des flux dits de solidarité (qui sont aussi des flux de dépendance) envers les proches parents. Au-delà de la famille, toutes les prescriptions d'une société où la séniorité est centrale pèsent lourdement sur l'étudiant et son combat pour devenir « grand », combat compromis aujourd'hui. Nul n'est vraiment adulte pour les siens s'il n'aide pas à son tour. D'où le fait que de nombreux boursiers s'empressent de prélever une partie de leur bourse pour anticiper et soutenir par avance les « petits frères ». D'où l'angoisse de diplômés sans emploi dont la dépendance se prolonge et qui, malgré la compréhension des parents, sont envahis par le remords et la culpabilité. La capacité à inverser les relations de dépendance dont on a bénéficié étant un pré-requis à la reconnaissance comme adulte, les difficultés d'accès aux ressources se transforment en difficultés à devenir adulte reconnu comme tel. Ainsi, une jeune Béninoise avance « qu'elle doit sevrer ses petits frères (s'engager à financer ses études) avant de penser au mariage ».
- Diplômes et emplois de cadres ou équivalents dans les projets sont aussi les éléments constitutifs d'identités socioprofessionnelles ou institutionnelles ou même ethno-régionales plus spécifiques : médecins béninois censés poursuivre une tradition de rayonnement régional, ingénieurs lushois nés dans les cités du cuivre et désormais privés d'emploi industriel, fils de paysans burkinabè tenus par un contrat moral de revenir aider le village, diplômés de Lettres censés être les champions de la critique sociale et politique, fils de fonctionnaires moyens qui s'identifient à la fonction publique mais à un niveau plus élevé que les parents...

L'accès à l'argent, aux institutions économiques ou politiques, l'engagement professionnel, l'identité des universitaires contemporains en souffrance et, surtout, les blocages actuels ne peuvent être pleinement compris qu'en articulant ces quatre dimensions de la transition sociologique vers la posture d'adulte-cadre. Il est ensuite impératif de comprendre que ces nœuds de la vie et de l'identité de l'élite scolaire sont inextricablement liés, au niveau symbolique de l'honneur bien sûr, mais aussi dans le sens le plus trivial du terme... « le ventre ». La raré-

faction extrême des véritables emplois de cadre salariés à Lubumbashi n'affecte pas fondamentalement l'enthousiasme pour les études, parce que l'impécuniosité attendue ou subie n'implique pas le renoncement aux autres dimensions, où se noue aussi la vraie grandeur sociale légitime. La crise aujourd'hui apparaît en outre comme une dérégulation des taux de conversion en capital de grandeur sociale et publique des capitaux propres aux quatre niveaux.

Hormis les médecins béninois et burkinabè qui trouvent assez facilement des emplois publics ou des activités privées, l'immense majorité des étudiants est inquiète et la majorité des diplômés est insatisfaite de son sort. C'est que les uns et les autres conservent le modèle du salariat moderne comme étalon du véritable emploi. Or, ce salariat n'est et ne sera probablement accessible qu'à des minorités. Par ailleurs, les installations à titre de PME sont partout exceptionnelles. L'auto-emploi célébré (de bonne ou de mauvaise foi) comme alternative aux fonctions publiques dites pléthoriques d'hier n'est guère perçu par cette génération comme autre chose que comme un palliatif provisoire. La référence méritocratique qui sous-tend la rhétorique de la libéralisation du marché de l'emploi et l'insertion compétitive se révèlent ici d'un irréalisme considérable. Au-delà des titres, les facteurs partout déterminants de l'accès à des ressources, à des postes et même à des activités purement alimentaires, renvoient toujours à des formes d'échanges sociaux basés sur la famille, la clientèle, le patronage. Trois ans après le diplôme et à l'exception des médecins, tous les universitaires lushois « bricolent » entre de rares postes au sein d'entreprises publiques dépourvues de finances, des activités personnelles génératrices de revenus (qui s'apparentent plus au « petit commerce informel des mamans » qu'à des PME) et diverses activités informelles de service ou commerciales.

Pour le Bénin, où la situation est loin d'être catastrophique au regard de ce que l'on peut savoir de pays proches, deux tiers des diplômés de 98 se disent insatisfaits et se considèrent comme dépourvus d'emploi. Une moitié de cet ensemble apparaît déjà en déclassement professionnel et social radical, survivant grâce à la solidarité familiale, les vacances dans l'enseignement ou des cours privés. Un tiers (dont une minorité de médecins) estiment avoir un emploi satisfaisant ou prometteur et une autre minorité parmi ceux-ci ont fait de la flexibilité, de la multi-activité et de l'instabilité des valeurs personnelles. On ne s'étonnera donc pas que l'immense majorité envisage avec ferveur un retour à l'université, au pays ou à l'étranger, que deux tiers d'un groupe âgé de trente ans reportent explicitement leur entrée en union.

Pour conclure

L'université apparaît donc comme une institution suscitant des sentiments ambivalents. Ne pas y accéder est un échec considérable aux yeux des bacheliers, la plupart des étudiants disent y souffrir et en critiquent diverses réalités, mais beaucoup s'ingénient à y retourner pour conquérir la maîtrise, un DEA, un DESS et, mieux, une thèse, et surtout pour y trouver un poste qui, même mal payé, autorise diverses opportunités susceptibles de soutenir la quête de statut et le devoir de « grandir ».

On dira ici trop rapidement pour conclure que les risques massifs de déclassement précoce de majorités d'étudiants et de diplômés sont bien réels, mais ne se traduisent pas par un phénomène uniforme ou brutal. L'inégalité croissante selon les filières et les interventions croissantes de la société civile et domestique dans l'arène universitaire traduisent l'expérience commune de l'épuisement d'un modèle de production de l'élite. Partout, l'accès à l'université, hier victoire en soi, est aujourd'hui l'annonce d'un combat qui se poursuivra au-delà du diplôme. Partout, l'université est devenue une arène où le face à face entre l'individu et l'institution qui, hier, détenait le monopole des règles et des adjoints de la réussite s'est transformé en combat dont les atouts et les lieux se sont diversifiés, renvoyant au premier chef aux positions des familles et des réseaux sociaux.

L'université africaine en crise, qui devient une université de masse par ses effectifs, n'est pas davantage qu'ailleurs une université populaire. Comme instance de socialisation délivrant des compétences, mais aussi des propriétés sociales et culturelles indispensables à l'accès aux statuts d'élite, elle semble d'autant plus paradoxalement recherchée aujourd'hui que les fondements administratifs et économiques de l'autorité post-coloniale s'étiolent. L'inertie est à ce point énorme que les jeunes universitaires apparaissent rarement en Afrique comme innovateurs. Leur drame n'en est que plus grand.

- ASSIE-LUMUMBA N'DRI Th. (1993), *L'enseignement supérieur francophone. Evaluation du potentiel des universités classiques et des alternatives pour le développement*, Washington, World Bank.
- BAELE F. (2001) *Le Temple du savoir*, Mémoire de licence en sociologie, Liège, ULg, Département de Sciences sociales, n.p.
- BEN ABDHALLA S. (2001), « Pratiques des jeunes tunisiens. Mobilisation et construction des réseaux sociaux », dans : *Jeunes et vieilles : quels défis pour les sociétés d'aujourd'hui et de demain ?* Quatrième Journées scientifiques du Réseau Démographie de l'Agence universitaire de la Francophonie, Louvain-la-Neuve.
- CELIS G. (1991), *La faillite de l'enseignement blanc en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.
- CHARMES J. (1996), *Situation et perspectives de la population active et de l'emploi au Bénin 1979-2002*, document 1, Ministère du Plan, de la Restructuration économique et de la Promotion de l'Emploi et PNUD, 40 p. + annexes.
- De BŒCK F. (2000), « *Le deuxième monde et les enfants-sorciers en RDC* », dans : *Politique africaine* 80, p. 32-57.
- DEVISCH R. (1999), « *Les universités en Afrique noire et les savoirs endogènes* », dans : *Bulletin des Séances de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer* 45(3), p. 261-293.
- GERARD E. (1997) *La tentation du savoir en Afrique. Politiques, mythes et stratégies d'éducation au Mali*, Paris, Karthala.
- GUTH S. (1997), *Lycéens d'Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- HUGON P. (1994) « *La crise des systèmes éducatifs dans un contexte d'ajustement* », dans : *Afrique contemporaine*, n° spécial.
- KASONGO N'GOY MAKITA (1989) *Capital scolaire et pouvoir social en Afrique. A quoi sert le diplôme universitaire ?*, Paris, L'Harmattan.
- KONEN A. et M. PONCELET (2002), *Fin d'études, destins et trajectoires des diplômés de l'Université nationale du Bénin*, Rapport de recherche, Bruxelles, C.I.U.F./C.U.D.
- LANGE M-F. (1998) *L'école et les filles en Afrique. Scolarisation sous conditions*, Paris, Karthala.
- LOCOH T. (1995), *Familles africaines, population et qualité de la vie* (= Les Dossiers du CEPED 31), Paris.
- MBEMBE A. (2000), *De la post-colonie*, Paris, Karthala.
- MARIE A. (éd.), R. VUARIN, F. LEINDORFER, J. F. WERNER, E. GERARD et O. TIEKOURA (1997), *L'Afrique des individus*, Paris, Karthala.
- MAZZOCHETTI Y. et P. J. LAURENT (2002), *Fin d'études, destins et trajectoires des diplômés de l'Université de Ouagadougou*, Rapport de recherche, Bruxelles, C.I.U.F./C.U.D.
- PONCELET M. (2002), « *Crise de l'université nationale ou redéfinition de la production et des statuts des élites. Stratégies et représentations des étudiants de l'Université nationale du Bénin* », dans : N. AKAM et R. DUCASSE (éds), *Quelle université pour l'Afrique ?*, Bordeaux, Maison des Sciences de l'Homme, p. 99-124.
- PONCELET M. et E. SINDAYHIEBURA (2001), *Les étudiants universitaires africains et leurs universités. Approches sociologique et anthropologique, Recherche en appui à la politique de coopération* (dir. P. PETIT, P. J. LAURENT et M. PONCELET), Bruxelles, C.I.U.F./C.U.D.
- PONCELET M. et G. PIROTTE (2002), « *Eveil des sociétés civiles en milieu urbain et ONG. Les exemples de Cotonou et Lubumbashi* », dans : *Autrepart* 23, p. 73-88.
- RUBBERS B. et P. PETIT (2002), *L'insertion professionnelle des diplômés de l'Université de Lubumbashi*, Rapport de recherche, Bruxelles, C.I.U.F./C.U.D.
- TSHILALA K. BIAYA (2000), « *Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine* », dans : *Politique africaine* 80, p. 12-31.
- VIMARD P. (1997) « *Modernisation, crise et transformation familiale en Afrique subsaharienne* », dans : *Autrepart* 2, p.143-159.